



La propriété sociale et l'économie planifiée

Tue, 13/02/2007 - 22:59

Sous le capitalisme, les révolutionnaires défendent la propriété étatique contre la privatisation parce qu'ainsi tous les problèmes d'embauche et de licenciement, de la qualité du service ou du produit, ne sont pas l'objet d'un contrat privé entre l'employeur, l'employé et le client, mais deviennent des problèmes qui concernent la société toute entière.

C'est pour cette raison que la classe capitaliste ne veut pas de propriété étatique ou la tolère seulement pour socialiser les pertes des industries en crise qui sont considérées « trop importantes pour faire faillite ». Mais ces industries et ces services nationalisés ne sont pas « socialistes », ne sont même pas propriété sociale. L'Etat qui le possède est encore capitaliste et cherche par tous les moyens à imposer au « secteur public » de servir les intérêts à long terme du profit en subventionnant les prix des matières premières, des transports ou de l'énergie facturés aux grandes entreprises.

La vraie propriété sociale signifie que les moyens de production et d'échange et les moyens de transport appartiennent à la société, non à des actionnaires privés ou à un Etat autoritaire.

Les révolutionnaires demandent la nationalisation des banques, des institutions financières clé, des entreprises de transport et de biens de première nécessité, et des industries les plus importantes, sous contrôle ouvrier et sans un centime donné en compensation aux anciens propriétaires capitalistes. Nous demandons la nationalisation de toute entreprise qui veut licencier ou qui refuse de payer des salaires minimum, de respecter le code du travail ou de payer les impôts.

Quand il n'y a pas de propriété privée de l'économie, la « propriété » sera représentée par ceux qui produisent et ceux pour lesquels ils produisent, au niveau approprié, local, régional, national, international. Tout ce qui pourra être décidé localement le sera. Une allocation plus large de ressources et des échanges de produits sera réalisée au niveau national, continental ou mondial. Comme il n'y aura pas de compétition pour les profits, aucun privilège caché pour les bureaucrates ou les experts, il n'y aura pas de besoin de secret. L'information sur les ressources et les décisions sera disponible à tous.

Nous n'aurons pas un plan central unique, monstrueux, bureaucratique comme il en existait sous le stalinisme, où tout était décidé à un seul endroit par une caste de bureaucrates privilégiés. Sous le véritable socialisme, ce qui existera sera une série ascendante de plans, chacun à son niveau approprié, décidés après débat dans une démocratie des travailleurs et des consommateurs.

Source URL: <https://fifthinternational.org/content/la-propri%C3%A9t%C3%A9-sociale-et-l%E2%80%99%C3%A9conomie-planifi%C3%A9>